



Ensemble pour notre régularisation et intégration

44 avenue Carnot 93140

Bondy

Tel: 0615779275 / 0753391099

Lettre ouverte au ministre du travail et l'emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Objet : Régularisation humanitaire des sans papiers.

Madame La Ministre,

La crise sanitaire provoquée par l'épidémie de covid19 a révélé l'importance « des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal » a déclaré le président de la République, Emmanuel MACRON, le 13 avril 2020. Parmi ces agents de caisse, de nettoyage ou de sécurité, ces éboueurs ou aides à domicile, se trouvent de nombreux travailleurs étrangers sans papiers qui font partie aussi de cette France qui se lève tôt.

Nous, les personnes en situation irrégulière, devons accomplir notre devoir d'hommes, et défendre, partout et toujours, même au péril de notre vie, notre dignité humaine. Nous devons faire entendre notre voix et celles de ces oubliés de la crise, et alerter l'opinion publique contre la discrimination et l'exploitation.

L'absence de titre de séjour a des conséquences néfastes car une majorité d'entre nous accomplissent les tâches « salissantes, difficiles, pénibles et souvent dangereuses » pour un salaire relativement modeste, que leurs collègues français fuient, car le surmenage et la vie d'enfer infligée par certains employeurs ne les séduisent pas !

Ce qui est encore plus vexant et indigne, c'est que cette catégorie « d'invisibles » n'a droit ni aux soins ni au logement (un grand nombre de propriétaires profitent de la situation et logent ces personnes illégalement dans des conditions indignes de l'être

humain et sans communiquer aux impôts les loyers perçus). Sans oublier les employeurs qui les exploitent au delà de 12H de travail par jour, d'une façon illégale aussi, sans les déclarer (par exemple les ouvriers du bâtiment et des industries mécaniques, les éboueurs, les coursiers, les femmes de ménage, les agents de sécurité, les auxiliaires de vie).

La dernière crise a prouvé les inégalités sur cette terre, Terre de la démocratie et des droits de l'Homme!

Alors, il faut songer à revendiquer, pour ces personnes que vous entendez soutenir, un minimum de dignité ! Ne serait-il pas opportun d'accorder à ces travailleurs une couverture sociale et de les faire bénéficier de la sécurité au travail ?

Le problème de ces immigrés en situation irrégulière est l'objet d'un débat de plus en plus vif: sont-ils un fardeau ou une aubaine ?

Notre exposé clair, précis, objectif, a alerté ceux qui sont soucieux des intérêts permanents de leur pays et les a conduits à méditer sur la formule qui pourrait concilier l'intérêt de la France et celui des étrangers qui se trouvent sur son sol.

Il faut s'attaquer aux causes profondes du mal, chacun doit se sentir responsable et contribuer dans les limites de ses fonctions à trouver des solutions, car les Hommes d'Etat ne doivent tirer leur prestige que des services qu'ils rendent à la société avec efficacité !

« Les étrangers en situation irrégulière (...) représentent une main-d'œuvre parfaitement flexible, car on peut les recruter et les licencier à merci, au fur et à mesure que les commandes arrivent. Ils ne sont soumis à aucune espèce de protection, ils n'ont aucun droit, on peut les chasser quand on veut »

La circulaire Valls, qui permet la régularisation depuis 2012, est pour le moins paradoxale : il y est demandé de présenter 8 ou 24 bulletins de salaire selon l'ancienneté de résidence en France. Il semble illogique de travailler sans autorisation : et pourtant, les contrôles s'avérant exceptionnels, les employeurs prennent le risque car le besoin de main-d'œuvre est réel dans de nombreux domaines.

Les sans papiers sont soumis à une dépendance liée à leur statut spécifique, ils risquent à tout instant d'être dénoncés, de se faire arrêter et expulser et vivent la peur au ventre, peur ravivée chaque fois par les effets d'annonce du gouvernement, véhiculés par les médias.

Pour conclure, il ne s'agit pas pour nous de demander des faveurs mais de l'équité. Nous souhaitons que notre situation soit régularisée pour pouvoir échapper aux escroqueries et à l'exploitation, travailler sereinement avec dignité, payer nos cotisations pour ouvrir nos droits, avoir droit à la formation, être assujettis aux impôts si cela nous incombe, et participer ainsi d'avantage à l'économie de la France.

La présidente

Paris 16/03/2021